



Comité Technique Local – 2ème convocation du 18 décembre 2015

DECLARATION LIMINAIRE

Le Comité Technique Local a été réuni aujourd'hui pour rendre un avis sur les suppressions d'emplois qui vont encore être imposées au réseau deux-sévrien en 2016.

Il n'aura échappé à personne que FO-DGFIP 79, à l'instar de la plupart des OS représentatives au sein de cette instance, a boycotté la première convocation du CTL "emplois".

En effet, ces OS, en intersyndicale, avaient décidé, comme c'est devenu traditionnel désormais, de ne pas se rendre à cette première convocation, afin de manifester, de manière, certes, bien peu originale, mais à tout le moins encore visible, leur opposition absolue à l'exercice annuel des suppressions d'emplois. Cela correspondait aussi au souhait manifesté par plusieurs de nos "centrales", dont FO-DGFIP, d'agir ENSEMBLE, sur un "sujet ô combien important, voire essentiel".

Ainsi, au moment même où l'on entend parler de rémunérer les "indics", informateurs et autres aviseurs pour leurs bons tuyaux, alors même qu'ils ne feraient que leur devoir de citoyen (la loi impose en effet à toute personne ayant connaissance d'un crime ou d'un délit de le dénoncer...), la DGFIP, suivant sa logique purement comptable, dogmatique et délétère, continue à casser l'outil principal mis à la disposition de l'Etat pour lutter contre la fraude fiscale, le blanchiment d'argent, et bien souvent le financement des réseaux maffieux et terroristes.

Ainsi, au moment même où l'on demande de plus en plus aux agents, à tous les niveaux de responsabilité, de donner plus de conseil et d'expertise aux collectivités (et alors même que la place est "lorgnée" par le privé, cabinets comptables, de conseil ou d'audit, ainsi qu'on nous le rappelle souvent), la DGFIP, suivant sa logique purement comptable, systématique et mortifère, continue à détruire le réseau des trésoreries et des services grâce au tryptique "suppressions d'emplois-réductions d'horaires d'ouverture-fermetures de postes et regroupement de services", sans cesse renouvelé.

La DGFIP, année après année, fait de plus en plus penser à un ouroboros, le fameux serpent qui se mord la queue, symbole du temps cyclique, comme les suppressions d'emplois qui frappent les services tous les ans, et symbole d'autodestruction et d'anéantissement : à force de s'avaler la queue, de réduire le nombre de ses agents et de ses implantations, ne va-t-elle pas finir par disparaître, remplacée par des "agences", voire des officines privées?

Pour "l'exercice 2016" (on notera d'ailleurs la similitude terminologique entre "l'exercice" comptable des entreprises et "l'exercice" des suppressions d'emplois de la DGFIP), la

DDFiP 79 contribuera donc à hauteur de -9 emplois nets (-10 +1). Qu'est-ce que 9 emplois, me dira-t-on, lorsque la DGFIP en perd 2 111 en 2016?! Oui, mais ce sont encore 9 emplois, 9 emplois qui viennent s'ajouter aux 10 de 2015, aux 16 de 2014, aux 8 de 2013, aux 11 de 2012, aux 15 de 2011 etc... Oui mais ces 2 111 emplois supprimés à la DGFIP représentent 54% des emplois supprimés par le PLF 2016 dans la Fonction Publique d'Etat, quand les effectifs de la DGFIP ne représentent, eux, que 6% des effectifs de la Fonction Publique d'Etat... Administration exemplaire s'il en est!...

Les agents n'en peuvent plus, les services sont exangues... Les missions ne sont accomplies bien souvent que grâce à la conscience professionnelle des agents de tout grade... Jusqu'à quand tiendront-ils? Jusqu'à ce qu'ils en aient "MARRE D'ETRE EXEMPLAIRES", sans doute.